

Voir loin

Les quatre articles de ce numéro de notre revue invitent, chacun à sa manière, à prendre du recul par rapport à la conjoncture. Le premier caractérise les traits marquants des commerces extérieurs de la France et de l'Allemagne ; le second examine la logique de la participation à une union monétaire et ses implications pour la politique économique française ; le troisième analyse les conséquences sur la croissance du vieillissement démographique que vont connaître les pays industriels ; le quatrième s'attache à mesurer l'évolution depuis trente ans des niveaux de vie des pays en développement.

De nombreux experts ont analysé en détail les performances du commerce extérieur français, et diagnostiqué les faiblesses de l'insertion internationale de l'économie française. Par contraste l'Allemagne, qui a bien souvent été prise comme référence, apparaît comme un pays dont les succès dans l'échange international s'appuient sur une spécialisation sectorielle marquée et la forte présence dans le « haut de gamme ». Une comparaison systématique des structures d'échange des deux pays faisait cependant jusqu'ici défaut. Et l'on pouvait s'interroger : la moindre spécialisation française est-elle une réalité, ou bien la mesure qui en est donnée n'est-elle que l'indice d'une spécialisation plus fine ? si la France importe et exporte des produits similaires, n'est-ce pas qu'elle échange du haut de gamme contre du bas de gamme ?

Appuyé sur l'analyse statistique de quelque 400 000 flux d'échange pour chaque pays, l'article de Michael Freudenberg et Friedbert Müller

apporte à ces questions l'éclairage que fournit une méthodologie rigoureuse. Leur conclusion n'est pas surprenante, mais elle est solidement étayée : même à ce niveau très détaillé, les différences entre les échanges des deux pays sont manifestes. L'Allemagne est plus spécialisée ; elle échange moins fréquemment les mêmes produits à l'importation et à l'exportation ; ses avantages comparatifs dans le « haut de gamme » sont plus marqués. Ses structures d'échange sont donc probablement plus robustes que ne le sont celles de la France.

Charles Wyplosz propose de faire fi de la crise du SME et des incertitudes de la transition vers l'Union économique et monétaire pour analyser les changements qu'impliquera pour l'économie française et pour la politique économique la participation à l'UEM dans sa phase finale. L'exercice est nécessaire, car il conduit à identifier les modifications dans la conception des interventions publiques qu'appellera un régime de monnaie unique et les adaptations de comportement que devront consentir les agents privés.

Trois conclusions principales ressortent de son analyse. Premièrement, l'UEM n'imposera pas une harmonisation réglementaire ou fiscale générale, mais impliquera pour chaque Etat, une certaine pression concurrentielle : le rapport « qualité-prix » des services publics deviendra une variable décisive. Deuxièmement, la perte de l'instrument taux de change et la mobilité des facteurs imposeront des modifications profondes dans le rôle de la politique économique et les rapports entre comportements privés et actions publiques : au lieu que la politique économique s'adapte aux comportements sociaux, l'inverse devra prévaloir. Troisièmement, la France aborde ce changement de régime avec des atouts macro-économiques, mais aussi des handicaps micro-économiques et sociaux ; elle devra utiliser la phase de transition pour mettre en œuvre les adaptations nécessaires, et adopter une stratégie macro-économique plus compatible avec un régime de monnaie unique que ne l'est la désinflation compétitive.

On sait que la plupart des pays industriels vont connaître au cours des prochaines décennies un vieillissement marqué. Virginie Coudert analyse les conséquences pour la croissance de ces évolutions démographiques. Parmi les différents canaux par lesquels la démographie influe sur l'économie, elle retient plus particulièrement les facteurs liés au ralentissement de la croissance de l'offre de travail et à la modification du ratio actifs sur inactifs. Le vieillissement implique un ralentissement de la progression de la consommation par tête, qui peut être tempéré par une réduction de l'effort d'investissement.

La pression démographique s'exercera cependant de manière différenciée sur les principaux pays industriels. Les Etats-Unis, où la progression de la consommation par tête a depuis vingt ans largement reposé sur la croissance démographique et la progression des taux d'activité féminins, ne pourront maintenir ce mode de croissance à l'horizon 2025. A défaut d'un redressement des gains de productivité globale des facteurs – la projection est fondée sur le maintien des tendances observées depuis 1973 –, la progression de la consommation par tête devrait en effet y connaître un ralentissement prononcé. Ceci souligne la nécessité pour l'économie américaine de retrouver les chemins de la productivité. Le Japon devrait connaître le phénomène inverse : alors que la croissance y a essentiellement reposé sur le facteur capital, le maintien de la consommation par tête au voisinage de la tendance 1973-90 demandera un ralentissement de l'accumulation du capital. L'Allemagne (de l'Ouest) et la France connaîtraient, quant à elles, des évolutions voisines : même si le vieillissement sera plus rapide en Allemagne, les deux pays devraient pouvoir sans inflexion sensible de leur schéma de croissance maintenir les taux de croissance de la consommation par tête des vingt dernières années.

Camille Baulant utilise la mesure des PIB par tête en parité de pouvoir d'achat incorporée dans la base de données Chelem du Cepii pour analyser les écarts de niveau de développement et leurs évolutions sur trente ans au sein d'un échantillon d'une quarantaine de pays en développement. Son étude confirme d'abord que la comparaison de niveaux de développement de la base des PIB mesurés en valeurs courantes introduit des biais substantiels. La correction de ce biais conduit à réévaluer en hausse le revenu des PED, mais accentue aussi le divorce entre pays d'Asie et d'Amérique latine, d'une part, et pays d'Afrique, d'autre part : tandis que le PIB par tête dépasse 2 000 dollars (de 1988) pour la grande majorité des premiers, il est inférieur à 1 000 dollars pour la quasi-totalité des seconds. L'analyse des évolutions qu'ont connues les zones en développement depuis le début des années soixante confirme le diagnostic d'un décollage asiatique et d'un décrochage africain. Elle indique aussi que la moitié des pays de l'échantillon ont connu depuis trente ans une double dégradation nominale et réelle de leur position relative, par rapport aux autres PED et aux pays de l'OCDE.

Virginie Coudert et Jean Pisani-Ferry

